

ROYAUME DU MAROC

****_**_**_**_****

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL N° 96/2024

Le **12 Septembre 2024 à 10 Heures**, Il sera procédé, dans les bureaux de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix, ayant pour objet **la création d'une Plateforme E-learning au profit des professionnels du secteur de Tourisme avec les prestations d'Hébergement et d'Infogérance y afférentes.**

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchéspublics.gov.ma.

L'estimations du coût des prestations établies par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme de **Sept millions deux cent mille Dirhams (7 200 000,00 DH) en TTC.**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Cent quarante-quatre mille Dirhams (144 000,00 DH)**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret relatif aux marchés publics.

Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchespublics.gov.ma

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n°7 du Règlement de consultation.

المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح دولي
رقم 2024/96

في يوم 12 شتنبر 2024 على الساعة العاشرة صباحاً، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح الدولي، لأجل إنشاء منصة للتعليم الإلكتروني لصالح المهنيين في قطاع السياحة مع خدمات الاستضافة والاستعانة بمصادر خارجية ذات الصلة.

يوجب سحب ملف طلب العروض إلكترونياً من بوابة صفقات الدولة من العنوان الإلكتروني www.marchespublics.gov.ma

تبلغ الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع سبع ملايين ومئتان ألف درهم (7 200 000,00) مع احتساب جميع الرسوم

تبلغ الضمانة المؤقتة مائة وأربعة وأربعون ألفاً (144 000.00) درهم

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات البنود من 30 إلى 34 من المرسوم المنظم للصفقات العمومية.

ويجب على المتنافسين أن يرسلوا أظرفتهم إلكترونياً في بوابة الصفقات العمومية من العنوان الإلكتروني www.marchespublics.gov.ma

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 7 من نظام الإستشارة

مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la
Promotion du Travail



Dossier d'Appel d'Offres Ouvert International

Sur offres de prix

N° 96./ 2024

Objet :

La création d'une Plateforme E-learning au profit des professionnels du
secteur de Tourisme avec les prestations d'Hébergement et d'Infogérance
y afférentes

PM

SOMMAIRE

Pages	Intitulés
03	REGLEMENT DE CONSULTATION
20	CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
51	ANNEXES



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE N°1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE N°2 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE N°3 : DEFINITIONS

ARTICLE N°4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°5 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

ARTICLE N°6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°7 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°8 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE N° 09 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE N°10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE N°11 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE

ARTICLE N° 12 : OFFRE VARIANTE

ARTICLE N°13 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°14 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE N°16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE N°17 : LANGUE DE L'OFFRE

ARTICLE N°18 : MONNAIE DE L'OFFRE

ARTICLE N°19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°20 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS



ARTICLE N°1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix ayant pour objet La création d'une Plateforme E-learning au profit des professionnels du secteur de Tourisme avec les prestations d'Hébergement et d'Infogérance y afférentes.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°21, du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions conformes aux dispositions de l'article n°21 susmentionné et des autres articles du décret n°2-22-431 précité.

ARTICLE N°2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres est : l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

ARTICLE N°3 : DEFINITIONS

Au sens du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, on entend par :

Attributaire : le concurrent dont l'offre a été retenue avant que l'approbation du marché ne lui soit notifiée ;

Autorité compétente : L'ordonnateur ou la personne déléguée (sous ordonnateur) par lui pour approuver le marché ou toute autre personne habilitée à cet effet par un texte législatif ou réglementaire ;

Concurrent : toute personne physique ou morale qui participe à la concurrence dans sa phase antérieure à la remise des offres ou à une procédure négociée avant l'attribution du marché qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;

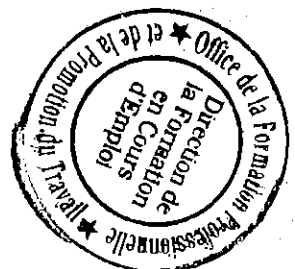
Groupeement : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;

Titulaire : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

ARTICLE N°4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°22 du décret n°2-22-431 du 15 châabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales et techniques ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe 1) ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;



fm

- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe 2) ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE N°5 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, Tout concurrent peut demander au maitre d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maitre d'ouvrage au moins sept jours (7 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maitre d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maitre d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE N°6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°27 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- d) Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;



- Les personnes ayant fait l'objet
- d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prises conformément aux dispositions de l'article n°152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même marché lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE N°7 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

- I. Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique, conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- ✓ S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- ✓ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- ✓ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

- b) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe 2.

- c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

NB : Le cautionnement doit être constitué de façon électronique et dématérialisé via le portail des marchés publics, et ce conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

N.B : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

- 1) Au nom collectif du groupement ;
- 2) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;



3) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, et ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

d) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

NB : La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B - Le dossier technique comprend :

Le dossier technique comprend, tel que prévu à l'article 28, B.2 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023), en raison de leur nature et de leur importance, les pièces suivantes :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé, avec précision de la qualité de sa participation.



2. Les attestations de référence ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées,

Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et les années de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

NB : Les attestations délivrées aux groupement doivent préciser la nature et montant des prestations réalisées par les soumissionnaires.

I. Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces exigées dans le dossier administratif prévues au b) et c) à l'alinéa 1 du A du I) de l'article 28 du décret n°2-22-431 précité, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché. S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

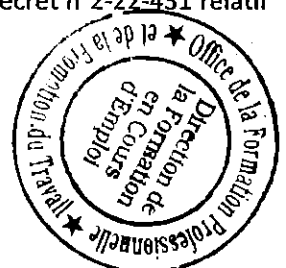
La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux (a) et (b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

II. Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopérative, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces exigées dans le dossier administratif prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) de l'article 28, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.



La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III. Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces exigées dans le dossier administratif prévues au a, b et c de l'alinéa 1 du A du I) de l'article 28, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

ARTICLE N°8 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 7 du présent règlement, une offre financière et une offre technique.

Une offre financière qui comprend :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

b) le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres.



Les prix forfaitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres ;

Les montants totaux du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE N° 09 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE N°10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics.

Le dossier présenté doit contenir trois enveloppes électroniques :

a) la première enveloppe électronique contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 7 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

b) La deuxième enveloppe contient l'offre technique

c) La troisième enveloppe électronique contient l'offre financière et se compose des pièces suivantes :

- Un acte d'engagement établi conformément au modèle en annexe 2.
- Le bordereau des prix-détail-estimatif.



ARTICLE N°11 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE

Conformément à l'article 31 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, chaque concurrent doit présenter une offre technique.

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations selon une procédure technique avantageuse. A cet effet, ils doivent fournir les documents décrits ci-dessous. L'offre technique doit être accompagnée d'un état des pièces qui la constitue.

La réponse du concurrent doit couvrir les besoins du cahier des charges. La clarté et l'organisation de la réponse selon les exigences précitées sont importantes dans la compréhension et la notation de la réponse du concurrent.

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

- La méthodologie proposée :

Les documents relatifs à la méthodologie proposée :

- Note de compréhension de l'assistance technique demandée ;
 - Le PAQ de la prestation (Plan d'Assurance Qualité) qui synthétise tous les éléments décrivant le **cadre**, **l'organisation** et le **déroulement de la prestation** ;
 - Le SLA (Service Level Agreement) qui documente les services et les paramètres : disponibilités, temps de réponse... ;
 - Note sur la démarche pour la création de la plateforme (Identification et attribution des rôles / Procédure de validation) ;
 - Note sur la démarche de la phase du service régulier ;
- Les qualifications et les compétences du personnel de l'équipe affectée par le concurrent :

Le concurrent est tenu de présenter les diplômes, les certifications et les CV détaillant les qualifications et les compétences du personnel de l'équipe affectée par le concurrent.

L'équipe désignée doit comprendre les experts suivants :

1. **Un Chef de projet SI**
 - Formation (Bac +5) minimum en informatique ou en systèmes d'information ou en Digital Learning
 - Certification en Management de projet (PMP, PRINCE2, SCRUM, Méthodes Agiles,...)
 - 10 ans d'expérience minimum dans le domaine des Systèmes d'information (SI)
2. **Un Expert / Consultant web**
 - Formation (Bac +5) minimum en ingénierie informatique ou en développement informatique /web
 - 10 ans d'expérience minimum dans le domaine SI (Conseil en stratégie web et mobile / Architecture SI / conception ergonomique / Conception et réalisation des maquettes graphiques statiques et dynamiques / Compétences en UX/UI)
3. **Un Architecte technique**
 - Formation (Bac +5) minimum en informatique ou Ingénierie des Systèmes d'Information ou réseaux et télécommunications
 - 5 ans d'expérience minimum dans le domaine SI
4. **Deux Développeurs web et mobile confirmés / Intégrateurs**
 - Formation (Bac +5) minimum en informatique, développement web, et développement mobile.
 - 5 ans d'expérience minimum dans le développement informatique (Web, Mobile)
5. **Un Technicien en Infographie**
 - Formation technicien (Bac +2) minimum en infographie
 - 5 ans d'expérience minimum dans le graphisme.
6. **Un expert en UX / UI**
 - Formation supérieure (Bac +5) minimum en informatique, développement informatique spécialisation en UX/UI.
 - 10 ans d'expérience minimum dans le domaine (Compétences en UX/UI / conception ergonomique / Conception et réalisation des maquettes graphiques statiques et dynamiques)
7. **Un expert en sécurité des systèmes d'information**
 - Formation (Bac+5) minimum en informatique, sécurité des systèmes d'information et cybersécurité.
 - 10 ans d'expérience minimum dans l'informatique et systèmes d'information.
8. **Deux Administrateurs système et réseau**
 - Formation (Bac+5) minimum en informatique.
 - 05 ans d'expérience minimum.



9. Deux Techniciens Support

- Formation technicien (Bac +2) minimum en informatique.
- 02 ans d'expérience minimum.

NB : Les Diplômes et Certifications fournis dans le cadre de l'offre technique doivent être originaux ou des copies certifiées conformes à l'original.

Important : Conformément à l'article 145 du Décret relatif aux marchés publics, le prestataire est les concurrents non installés au Maroc sont tenus d'associer des experts marocains dans une proportion qui ne peut être inférieure à vingt pour cent (20%) des experts mobilisés pour l'exécution des prestations objet du marché, sauf en cas d'indisponibilité de ces experts marocains. Les cas indisponibilités disponibilités doivent être dûment justifiés. Le non-respect de cette disposition constitue un motif d'écartement.

ARTICLE N° 12 : OFFRE VARIANTE

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

ARTICLE N°13 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'alinéa 7 de l'article 22 du décret n° : 2-22-431 relatifs aux marchés publics, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché.

Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.



ARTICLE N°14 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE N°15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n°2-22-431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être transmis **exclusivement par voie électronique** via le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

ARTICLE N°16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

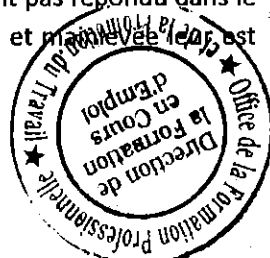
Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

a) les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;

b) les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée de leur



donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;

c) dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

ARTICLE N°17 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Arabe ou Française.

ARTICLE N°18 : MONNAIE DE L'OFFRE

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams.

Pour le concurrent non installé au Maroc, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est l'Euro ou le dollar USA. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du Dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE N°19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le concurrent supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE N°20 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

1^{ère} phase : Evaluation des capacités techniques et financières

Les offres des concurrents seront examinées conformément aux dispositions des articles 39 et 41 du Décret n° 2.22.431 sur les marchés publics.

Les capacités techniques et financières des concurrents seront appréciées comme suit :

Seuls seront retenus, les concurrents ayant présenté au moins deux attestations de référence, conformes aux prescriptions de l'article 7 alinéa B-2 du présent règlement de consultation, se rapportant à des prestations effectuées durant les 6 dernières années (entre 2018 et 2024).

- L'objet de la première attestation concerne principalement la création de Plateforme E-Learning avec montant de Minimum 1.2 Millions Dirhams TTC
- L'objet de la deuxième attestation concerne principalement l'hébergement et l'infogérance d'une plateforme avec un montant au Minimum 2.4 Millions Dirhams TTC



2^{ème} phase : Evaluation des offres techniques

L'évaluation des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et ce, conformément à l'article 41 décret précité.

Les critères énumérés ci-après sont assortis de la grille de notation ci-dessous :

- La méthodologie proposée
- Les qualifications et les compétences du personnel de l'équipe affectée par le concurrent.




L'évaluation de la qualité technique des offres des concurrents se déroulera en deux étapes :


Etape 1 : L'examen de la conformité des pièces que contient l'offre eu égard aux exigences stipulées par l'article 10 du présent Règlement de la Consultation.

Etape 2 : L'attribution d'une note technique aux offres des concurrents qui prendra en considération les éléments conformes composant l'offre ;

Les offres techniques seront évaluées selon la grille d'évaluation ci-dessous :

LA METHODOLOGIE PROPOSEE		
Critères de notation	Barème	Document servant Pour l'évaluation
Méthodologie	30	
<p>Note de compréhension de l'assistance technique demandée</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Bon10 Pt ▶ Satisfaisant5 Pt ▶ Faible0 Pt <p>PAQ (qualité)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Bon5 Pt ▶ Satisfaisant2 Pt ▶ Inacceptable0 Pt <p>SLA (Service level agreement)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Bon5 Pt ▶ Satisfaisant2 Pt ▶ Inacceptable0 Pt <p>Note sur la démarche de la création de la plateforme</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Bon10 Pt ▶ Satisfaisant5 Pt ▶ Faible0 Pt 	<p>10</p> <p>5</p> <p>5</p> <p>10</p>	<p>Note de Compréhension de l'assistance technique.</p> <p>Le PAQ de la prestation</p> <p>Le SLA</p> <p>Note sur la démarche pour l'accompagnement pour la création de la plateforme</p>
Équipe proposée pour la réalisation du projet	Barème	Document servant Pour l'évaluation

Qualification des membres de l'équipe	70	
<p><u>Chef de projet SI</u> <u>Nature des diplômes :</u> Bac+5 et plus..... 4 Pts Moins de Bac+5.....0 Pt. <u>Expérience Professionnelle</u> 10 ans ou plus d'expérience :4 Pts Moins de 10 ans d'expérience.....0 Pt <u>Certification en Management de projet</u> Certification.....4 Pts Absence de certification0 Pt.</p> <p><u>Expert / Consultant web</u> <u>Nature des diplômes :</u> Bac+5 et plus.....5 Pts Moins de Bac+5.....0 Pt. <u>Expérience Professionnelle</u> 10 ans ou plus d'expérience.....5 Pts Moins de 10 ans d'expérience :0 Pt</p> <p><u>Architecte technique</u> <u>Nature des diplômes :</u> Bac+5 et plus..... 3 Pts Moins de Bac+5..... 0 Pt. <u>Expérience Professionnelle</u> 8 ans ou plus d'expérience 3 Pts Moins de 8 ans d'expérience : 0 Pt</p> <p><u>2 Deux Développeurs web et mobile confirmés / Intégrateurs (note moyenne sur la note de chaque Développeurs)</u> <u>Nature des diplômes :</u> Bac+5 et plus..... 3 Pts Moins de Bac+5..... 0 Pt. <u>Expérience Professionnelle</u> 5 ans ou plus d'expérience3 Pts Moins de 5 ans d'expérience 0 Pt</p> <p><u>Technicien en Infographie</u> <u>Nature des diplômes :</u> Bac+2 et plus :3 Pts Moins de Bac+2.....0 Pt. <u>Expérience Professionnelle</u> 5 ans ou plus d'expérience.....3Pts Moins de 5 ans d'expérience.....0 Pt</p> <p><u>Un expert en UX / UI</u> <u>Nature des diplômes :</u> Bac+5 et plus :5 Pts</p>	<p>12</p> <p>10</p> <p>6</p> <p>6</p> <p>6</p>	 <p>-Tableau relatif au personnel de l'équipe (Annexe A) ;</p> <p>-Les CV doivent être signées conjointement par les personnes concernées et le soumissionnaire, et ce conformément au modèle (Annexe B) ;</p> <p>- Des copies conformes des diplômes, Certifications dans le domaine de Leur expertise.</p> <p>- la déclaration à la CNSS des derniers trois mois pour le chef de projets</p>

	<p>Moins de Bac+5.....0 Pt.</p> <p>Expérience Professionnelle</p> <p>10 ans ou plus d'expérience..... 5 Pts</p> <p>Moins de 10 ans d'expérience.....0 Pt</p> <p>Un expert en sécurité informatique</p> <p><u>Nature des diplômes :</u></p> <p>Bac+5 et plus.....5 Pts</p> <p>Moins de Bac+5.....0 Pt.</p> <p><u>Expérience Professionnelle</u></p> <p>10 ans ou plus d'expérience..... 5 Pts</p> <p>Moins de 10 ans d'expérience.....0 Pt</p> <p>2 administrateurs système et réseau</p> <p>(Note moyenne sur la note de chaque administrateurs)</p> <p><u>Nature des diplômes :</u></p> <p>Bac+4 et plus.....3Pts</p> <p>Moins de Bac+4.....0 Pt.</p> <p><u>Expérience Professionnelle</u></p> <p>5 ans ou plus d'expérience..... 3 Pts</p> <p>Moins de 5 ans d'expérience.....0 Pt</p> <p>2 Techniciens Support</p> <p>(Note moyenne sur la note de chaque Développeurs)</p> <p><u>Nature des diplômes :</u></p> <p>Bac+2 et plus :2 Pts</p> <p>Moins de Bac+2.....0 Pt.</p> <p><u>Expérience Professionnelle</u></p> <p>2 ans ou plus d'expérience.....2 Pts</p> <p>Moins de 2 ans d'expérience.....0 Pt</p>	<p>10</p> <p>10</p> <p>6</p> <p>4</p>	
Total		/100	

NB : S'agissant d'un marché portant sur les prestations relatives à la conception, au développement et à la mise en œuvre des systèmes d'information les concurrents non installés au Maroc sont tenus d'associer des experts marocains dans une proportion qui ne peut être inférieure à vingt pour cent (20%) des experts mobilisés pour l'exécution des prestations objet du marché, sauf en cas d'indisponibilité justifié de ces experts marocains. Les cas indisponibilités disponibilités doivent être dûment justifiés. Le non-respect de cette disposition constitue un motif d'écartement.

Critère d'appréciation de la méthodologie

Pour le niveau de compréhension et de la vision de l'assistance technique demandée

- **Faible :** le concurrent n'a pas compris la consistance et l'objectif des prestations.
- **Satisfaisant :** le concurrent a repris uniquement la consistance et l'objectif des prestations tels qu'ils sont décrits dans le CPS.



- **Bon** : le concurrent a démontré une bonne compréhension de la consistance et l'objectif des prestations en faisant preuve de la connaissance détaillée du contexte.

Pour le niveau d'appréciation du PAQ (qualité)

- **Inacceptable** : les éléments du PAQ proposé ne répondent pas aux exigences minimales de qualités requises pour le déroulement des prestations tels qu'ils sont décrits dans le CPS.
- **Satisfaisant** : les éléments du PAQ proposé reprennent uniquement les éléments tels qu'ils sont décrits dans le CPS.
- **Bon** : le concurrent a proposé de nouveaux éléments du PAQ en soulignant les preuves du niveau de qualité supplémentaire apporté

Pour le niveau d'appréciation du SLA (Service level agreement)

- **Inacceptable** : les éléments du SLA proposé ne répond pas aux exigences minimales de qualités requise pour le déroulement des prestations tels qu'ils sont décrits dans le CPS.
- **Satisfaisant** : les éléments du SLA proposé reprennent uniquement les éléments tels qu'ils sont décrits dans le CPS.
- **Bon** : le concurrent a proposé de nouveaux aspects du SLA en soulignant les preuves du niveau de satisfaction supplémentaire apporté.

Pour le niveau d'appréciation de la démarche de la création de la plateforme

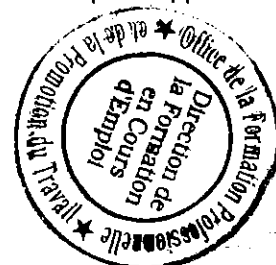
- **Faible** : la démarche proposée pour la phase d'initiation ne reprend pas en considération la consistance et l'objectif des prestations.
- **Satisfaisant** : la démarche proposée pour la phase d'initiation reprend uniquement les éléments tels qu'ils sont décrits dans le CPS.
- **Bon** : la démarche proposée montre que le concurrent a démontré une bonne compréhension de la consistance et l'objectif de la phase d'initiation en apportant des éléments pertinents pour atteindre les résultats assignés à cette phase.

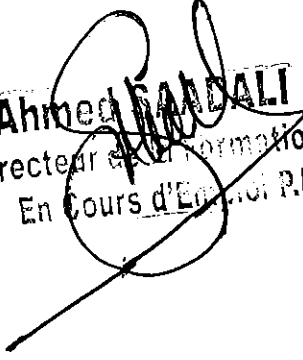
Seules les offres ayant obtenu une note Supérieure ou égale à 70/100 seront retenues pour l'évaluation financière

2^{ème} Phase : Examen de l'offre Financière

Conformément aux dispositions des articles 42, 43, 44 et 147 du décret n°2-22-431 précité, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats retenus à l'issue de l'évaluation de leurs dossiers.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse qui est l'offre financière la mieux-disante par rapport au prix de référence, sous réserve des vérifications et après application des dispositions relatives à la préférence nationale prévue à l'article 147 .

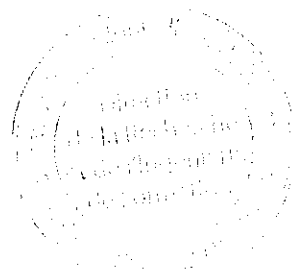


Le soumissionnaire	Le maitres d'ouvrage
Lu et accepté	 Ahmed SANDALI Directeur de l'Information En Cours d'Envoi P.I



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)

Marché à tranches conditionnelles au sens de l'article 9 décret N°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, passé par appel d'offres International ouvert sur offres de prix en vertu des article 19 et 20 du décret précité.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2024

Passé en application de l'article n° 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

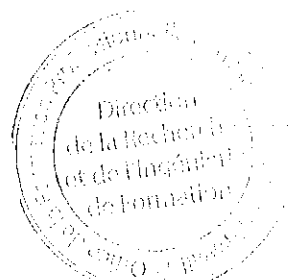
D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu :
- Affiliée à la CNSS sous le n° :
- Inscrite au registre de commerce de(localité) sous le n° :
- Patente n° :
- Identification fiscale n° :
- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n° :
- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.



Fm

SOMMAIRE

ARTICLE N° 01 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE N° 02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE N° 03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

ARTICLE N° 04 : NATURE DES PRIX

ARTICLE N° 05 : CARACTERE DES PRIX

ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

ARTICLE N° 07 : TRANCHES ET DELAI D'EXECUTION

ARTICLE N° 08 : PENALITES DE RETARD

ARTICLE N° 09 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE N° 14 : BREVETS

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE

ARTICLE N° 18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

ARTICLE N° 21 : REVISION DES CONDITIONS DU MARCHE

ARTICLE N° 22 : MOYENS

ARTICLE N° 23 : NANTISSEMENT

ARTICLE N° 24 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

ARTICLE N° 25 : CONFIDENTIALITE

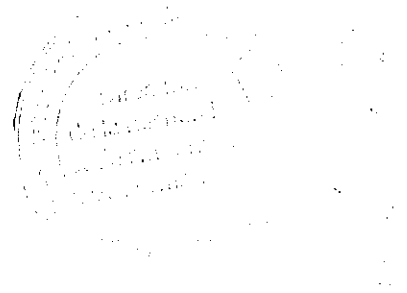
ARTICLE N° 26 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

ARTICLE N° 27 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE N° 28 : MESURES COERCITIVES

ARTICLE N° 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

ARTICLE N° 30 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE



Handwritten signature or mark.

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N° 01 : OBJET DU MARCHÉ

Contexte du programme

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT), en étroite collaboration avec le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, de l'Économie Sociale et Solidaire (MTAESS) et le Conseil National du Tourisme (CNT), entreprend une mission stratégique.

L'objectif est de développer une plateforme de formation continue en ligne spécialement conçue pour le secteur du tourisme. Ce partenariat tripartite démontre l'engagement collectif envers le renforcement des compétences professionnelles dans les domaines clés de l'hébergement, de la restauration, et des agences de voyages.

La plateforme E-learning est le fruit d'une collaboration étroite, où chaque partenaire apporte son expertise spécifique pour garantir une solution qui répond aux exigences les plus pointues du secteur touristique.

La plateforme sera conçue à l'instar des plateformes internationales avec une touche marocaine particulière (design, langues de navigation arabe, anglais, français avec traduction automatique) et sera : simple, flexible, ludique et conviviale.

Ce cahier des charges a pour finalité de choisir d'un prestataire qualifié chargé de mettre en œuvre une plateforme E-learning spécifiquement conçue pour le secteur du tourisme. Cette plateforme devra offrir la flexibilité de proposer des parcours de formation synchrones et asynchrones.

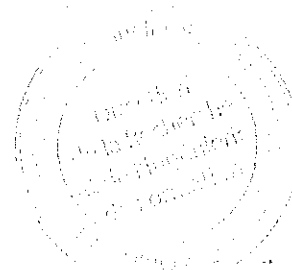
Le présent Marché a pour objet : **La création d'une Plateforme E-learning au profit des professionnels du secteur de Tourisme avec les prestations d'Hébergement et d'Infogérance y afférentes avec les prestations d'Hébergement et d'Infogérance y afférentes**

ARTICLE N° 02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales (y compris le cahier des spécifications techniques),
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- L'offre technique du titulaire,
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.



ARTICLE N° 03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- 1- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- 2- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- 3- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
- 4- Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- 5- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 6- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 7- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
- 8- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- 9- La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- 10- L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres

ARTICLE N° 04 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix forfaitaire.

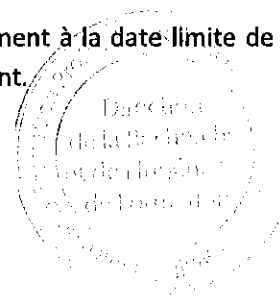
Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix forfaitaire. Portés au bordereau des prix détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE N° 05 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.



ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N° 07 : TRANCHES ET DELAI D'EXECUTION

Le marché est réparti en tranches conditionnelles au sens de l'article 9 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. Aucune indemnités d'attente ou de dédit n'est prévues dans le cadre du présent marché.

Le prestataire s'engage à démarrer l'exécution des prestations, après réception de l'ordre de service du maître d'ouvrage.

Il est à noter que chaque tranche des prestations sera sanctionnée par un ordre de service de commencement des prestations et sera soldée par une réception des documents, des rapports ou des solutions informatiques y afférents.

La répartition par tranche et leurs délai d'exécution sont définis comme suit :

Tranches	Consistance	Durée de réalisation
Tranche ferme : Cadrage, développement et intégration	Identification et analyse du besoin	04 Mois
	Conception de la solution	
	Développement de la plateforme E-learning et livraison	
	Test et intégration de la plateforme E-learning	
	Formation des tuteurs et administrateurs fonctionnels	
Trois Tranches conditionnelles : Hébergement et infogérance (une tranche par année)	Hébergement de la plateforme	Tranche 1 : 08 mois Tranche 2 : 12 mois Tranche 3 : 12 mois
	Gestion et administration de la plateforme	
	Gestion des incidents et support technique	
	Maintenance évolutive	
	Reporting et métriques de performances	

La réalisation du projet doit se faire en adoptant une méthodologie agile (exemple : Scrum) qui prévoit la décomposition des fonctionnalités en Sprint. Chaque Sprint doit comprendre : cadrage, développement et intégration.

La deuxième Tranche commence après réception et validation de la plateforme objet de la première Tranche. En effet l'hébergement et l'infogérance prendront effet après validation de la première Tranche et sera répartie en trois tranche sur 32 Mois qui couvre le délai de l'exploitation de ladite plateforme.

Les délais que le Maître d'ouvrage se réserve pour l'examen, l'appréciation et la validation des livrables, et ceux accordés au prestataire pour les modifications éventuelles, ne sont pas comptabilisés dans le délai de réalisation.

ARTICLE N° 08 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 09 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéants, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF**– Cautionnement provisoire :**

Le montant du cautionnement provisoire pour est fixé à 144 000 DH.

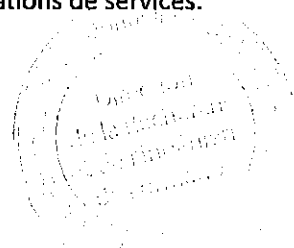
Le cautionnement provisoire reste acquis à l'Etat conformément à l'article 24 du décret n °2-22-431.

– Cautionnement définitif :

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du Marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations de services.



ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE**Réceptions partielles :**

Conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage procède à l'appréciation des différents documents et rapports après leur remise par le prestataire et à l'examen technique des solutions informatiques proposés et mises en place par le prestataire.

Si le maître d'ouvrage constate que les différents documents, rapports et solutions informatiques présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché qui résultera du présent appel d'offres, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art et dans les délais fixés à l'article 08 ci-dessus. A défaut, la réception partielle ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant ;

Si le maître d'ouvrage constate la conformité des différents documents, rapports et solutions informatiques remis par le prestataire aux spécifications techniques du marché qui résultera du présent appel d'offres, il prononce la réception partielle et établit à cet effet le procès-verbal de cette réception correspondant.

Aussi, chaque réception partielle sera prononcée une fois l'exécution de la Tranche correspondante est achevée. Dans le cas où le prestataire dépasse les délais préconisés, et sans raison valable, des pénalités lui seront appliquées et ce, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Les procès-verbaux des réceptions partielles élaborés par le maître d'ouvrage seront notifiés au prestataire.

Réception provisoire :

La dernière réception partielle tient lieu de réception provisoire, le maître d'ouvrage établira le PV de réception correspondant.

Le procès-verbal de la réception provisoire élaboré par le maître d'ouvrage sera notifié au prestataire.

Réception définitive :

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO, et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire, la réception définitive de l'ensemble des Tranches du marché qui résultera du présent appel d'offres sera prononcée, après expiration du délai de garantie.

NB : Les livrables des différentes Tranches en 05 exemplaires papiers et en version modifiable sur USB doivent être déposés à l'OFPPT contre accusé de réception.

Il est institué un Comité de Suivi 'CS' pour assurer la coordination des prestations de la mission, ce Comité est chargé de :

- Prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la réalisation de la mission
- Valider le planning d'intervention
- Assurer la coordination entre le titulaire et la commission du projet



- Préparer et valider les dossiers pour le paiement

Des réunions seront tenues entre le titulaire et le comité de suivi, à la demande de l'une des parties (CS ou titulaire) pour examiner l'état d'avancement des prestations. Après chaque réunion le titulaire est tenu de transmettre, sous 48H, au Comité de Suivi pour validation, les comptes rendus des réunions avec des réponses aux remarques soulevées éventuellement.

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix forfaitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ensemble des prestations prévues dans le cadre du marché découlant du présent appel d'offres seront payés au terme de chaque Tranche suite à l'établissement d'un PV de réception partielle et l'établissement de factures en quatre (4) exemplaires.

Consistance	Tranche	Modalités de paiement
Cadrage, développement et intégration	1) Cadrage, développement et intégration	Après réception et validation de la tranche
Hébergement et infogérance	2) Hébergement et infogérance	08 mois après le déploiement de la plateforme
	3) Hébergement et infogérance	12 mois après service fait de la Tranche (2)
	4) Hébergement et infogérance	12 mois après service fait de la Tranche (3)

ARTICLE N° 14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n°151 du décret n°2-22-431 du 15 chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché. Au sens du présent marché le corps principal est constitué des prestations objet de la tranche ferme.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au Maître d'Ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché à l'égard du Maître d'Ouvrage, des salariés et des tiers. Le Maître d'Ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Le titulaire du marché est tenu de délivrer au sous-traitant, à sa demande, une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc ou à l'international qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

A- Retenue de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG-EMO, une retenue de garantie d'un dixième (1/10^{ème}) est effectuée sur chaque acompte.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution bancaire Conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-EMO.

La retenue de garantie cesse de croître lorsqu'elle atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres, augmenté du montant des avenants éventuels.

B- Délai de garantie

Il n'est pas prévu de délai de garantie pour les prestations objet du présent marché.

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE N° 21 : REVISION DES CONDITIONS DU MARCHE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder au début de chaque année budgétaire, et lorsqu'il estime utile, à la révision des conditions du présent marché cadre conformément à l'article 8 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. Toute modification fera l'objet d'un avenant établi conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE N° 22 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humains qualifiés, logistique, outils ...etc).

S'agissant d'un marché portant sur les prestations relatives à la conception, au développement et à la mise en œuvre des systèmes d'information les concurrents non installés au Maroc sont tenus d'associer des experts marocains dans une proportion qui ne peut être inférieure à vingt pour cent (20%) des experts mobilisés pour l'exécution des prestations objet du marché, sauf en cas d'indisponibilité justifiée de ces experts marocains. Le même taux est prévu pour la main d'œuvre locale au sens de l'article 149 du Décret précité.

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

- 1- Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.
- 2- Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE N° 23 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N° 24 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

Article N° 25 : Confidentialité

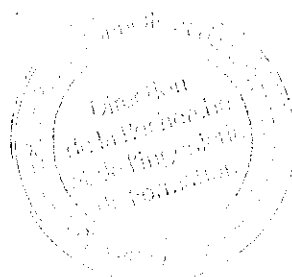
Le prestataire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'Administration, ne communiquera le marché, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Administration ou en son nom, à quiconque en dehors des effectifs employés par le titulaire du marché à l'exécution du marché. Les informations transmises à ces personnes le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'Administration et tous ses exemplaires sont retournés à l'Administration sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

ARTICLE N° 26 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maitrise d'Œuvre (CCAG-EMO).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.



ARTICLE N° 27 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).

ARTICLE N° 28 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) seront appliquées.

ARTICLE N° 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

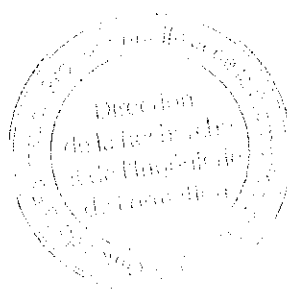
Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

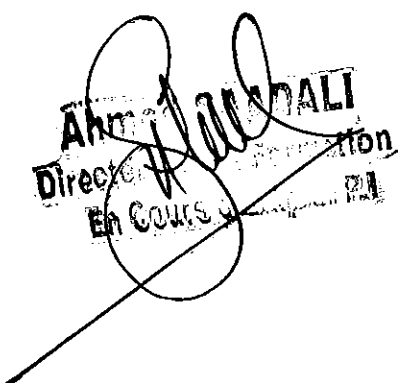
Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

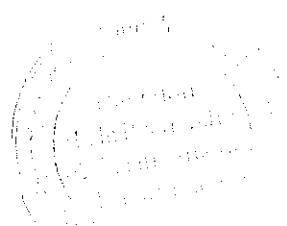
ARTICLE N° 30 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHÉ

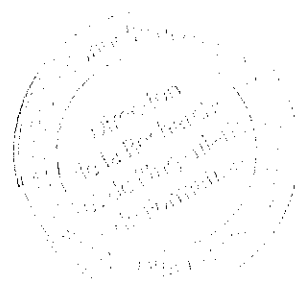
Conformément au décret 2-14-272 du 14 rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total de la première année. Cette avance sera octroyée au titulaire après la notification de l'ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d'une caution personnel et solidaire du même montant, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées du titulaire du marché. Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction sur chaque acompte d'un montant égal à 25% de manière qu'aura atteint 80% du montant du marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80% du montant initial du marché, le solde à rembourser sera prélevé sur la facture « n » et dernier. Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement.

La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement et de remboursement de l'avance ne peuvent pas être modifiés par avenant.



LE SOUSMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 <p>The stamp is circular and contains the following text: 'Ahmed MOALI' at the top, 'Directeur' on the left, 'En Cours' at the bottom, and 'Administration' on the right. A large handwritten 'X' is drawn over the stamp.</p>





Prescriptions techniques (conditions particulières)

Article 1- Objectifs généraux de la consultation

Les objectifs assignés aux prestations demandées dans le cadre de cet appel d'offre Consistent à :

- Concevoir, développer, héberger déployer et administrer la plateforme e-learning au profit des professionnels du secteur de Tourisme ;
- Assurer la maintenance et l'évolution de la plateforme ;
- Assurer la continuité et la haute disponibilité des services de la plateforme ;

Article 2- Définition des prestations d'assistance technique

I. Type et consistance des prestations demandées

Les prestations demandées sont les suivants :

- La conception, la réalisation, l'hébergement, déploiement et mise en service de la plateforme E-learning dédiée aux professionnels du secteur Tourisme ;
- La maintenance et l'évolution de la plateforme E-learning ;
- La continuité et la haute disponibilité des services de la plateforme ;
- L'accompagnement de l'OFPPT dans le développement des usages auprès de toutes les parties prenantes soient internes ou externes ;

II. Démarche d'exécution et déroulement

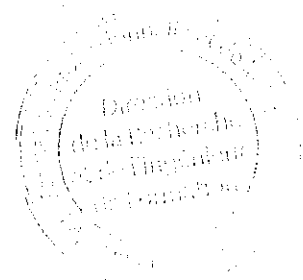
La réalisation de ces prestations se dérouleront selon **4 Tranches** :

Une **première Tranche** de cadrage, développement et intégration :

- Identification et analyse du besoin
- Conception de la solution
- Développement de la plateforme E-learning et livraison
- Test et intégration de la plateforme E-learning
- Formation des tuteurs et administrateurs fonctionnels : la logistique de la formation est à la charge du prestataire. Ladite formation doit être faite en présentiel au profit de 20 bénéficiaires

Trois Tranches pour l'hébergement et l'infogérance de la plateforme E-learning :

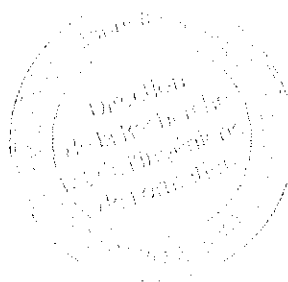
- Hébergement de la plateforme
- La gestion et l'administration de la plateforme
- Gestion des incidents et support technique
- Maintenance évolutive
- Reporting et métriques de performances



III. Prestations et livrables

Les prestations attendues pour réaliser les travaux se déclinent comme suit :

Prestations	Livrables
<ul style="list-style-type: none"> - Formaliser les objectifs de la mission, son périmètre, ses enjeux et contraintes ; - Identification et analyse du besoin - Conception de la solution - Développement de la solution - Test & intégration - Mettre en place les outils du suivi des indicateurs du SLA. - La démarche de l'accompagnement de l'OFPPT dans le développement de la plateforme (identification et attribution des rôles / procédure de validation). - Formation des tuteurs et administrateurs fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> → Plan d'Assurance Qualité → Outils SLA → Rapport de l'analyse de la session → Rapport des Scenarios d'évolution et de la solution cible → Documentation des spécifications technique de la conception de la solution → La dernière version des codes sources. → La dernière version du schéma de la base de données dûment commenté. → La dernière version des documents fonctionnels et techniques. → Les différents outils et scripts mis en place dans le cadre du projet avec leurs guides d'installation et d'exploitation → Livraison du code source de la plateforme → La mise en service de la plateforme « installation, hébergement, et mise en ligne de la plateforme ainsi que sa configuration et son paramétrage... » → Administration de la plateforme → Guide d'utilisation <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>NB : la population ciblée est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8000 personnes (parcours certifiant) ; - L'ensemble des professionnels du secteur Tourisme. </div> <p>le titulaire doit assurer l'hébergement des différents environnements notamment développement, recette, pré-production à sa charge.</p> <p>Le titulaire doit aussi installer une copie de l'environnement pré-production dans le Datacenter de l'OFPPT qui sera mis à jours régulièrement lors de l'infogérance.</p>



IV. Exigence technique de base de la plateforme

Les fonctionnalités de la plateforme

1- Gestion des utilisateurs et des profils

a- Méthodes d'Authentification

- **Connexion Libre pour l'Ensemble des Utilisateurs** : La méthode d'authentification pour l'accès libre vise à simplifier le processus pour les utilisateurs du secteur tourisme. Les utilisateurs peuvent créer un compte en utilisant leur adresse e-mail ou numéro de téléphone, ou ils peuvent choisir de s'inscrire rapidement en utilisant des comptes sociaux tels que Google ou LinkedIn. Après l'inscription, une notification est envoyée à l'adresse e-mail ou le numéro de téléphone. Cette approche garantit un processus d'inscription fluide tout en maintenant la sécurité nécessaire.
- **Inscription Conditionnée et Validée par la DRH** : Pour l'inscription conditionnée par la Direction des Ressources Humaines (DRH), le processus d'authentification est renforcé pour garantir l'authenticité des utilisateurs. Les utilisateurs souhaitant accéder à des contenus conditionnés doivent soumettre leurs informations pour validation par la DRH. Ce processus inclut une vérification minutieuse des données fournies, assurant ainsi que seuls les utilisateurs autorisés peuvent accéder aux contenus du parcours de formation certifiée. Une fois validés, les utilisateurs reçoivent un accès conditionné aux contenus spécifiques après connexion avec leurs identifiants.
- **Mise à Disposition d'une Base de Données de 8 000 Bénéficiaires** : L'accès pour les 8 000 bénéficiaires repose sur une mise à disposition automatique d'une base de données. Les utilisateurs de cette base sont intégrés à la plateforme de manière transparente et automatique à l'aide de l'import sous format CSV ou équivalent contenant les informations clés (Nom, Prénom, domaine, métier, région, ville, organisme ou entité, numéro de téléphone, e-mail professionnel ...etc). L'authentification de ces bénéficiaires est gérée de manière sécurisée, en utilisant l'email professionnel et le mot de passe reçu par email ou voie hiérarchique. L'intégration automatique et régulière permet de refléter rapidement les modifications dans la base de données, assurant ainsi la précision des informations et le suivi des utilisateurs certifiés.

b- Personnalisation des Profils Utilisateurs

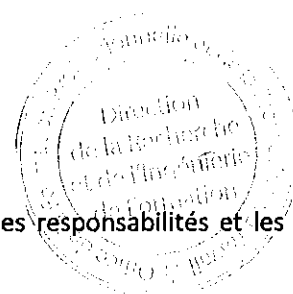
- Possibilité pour les utilisateurs de personnaliser leurs profils avec des informations facultatives (photo de profil, biographie, objectifs de la formation, diplômes...etc)
- Mise à jour des profils personnalisés par les administrateurs d'une manière périodique (hebdomadaire, mensuelle...etc).

c- Gestion des rôles et permissions

2- Système de Rôles

La plateforme intègre un système de rôles permettant de définir clairement les responsabilités et les niveaux d'accès de chaque utilisateur. Les caractéristiques principales comprennent :

Rôle gestionnaire : permet la gestion de la formation continue et le suivi des apprenants notamment :



Handwritten signature

- Gestion des candidatures (il faut ajouter le portail d'inscription/ formulaire d'inscription)
- Test de positionnement
- Sélection des apprenants en se basant sur des critères de sélection et d'admission / admission manuelle / Gestion des listes d'attente
- Gestion programmes de formations
- Gestion de contenu
- Gestion des Ressources humaines et matérielle
- Gestion des groupes et Planification de la formation
- Gestion présence
- Suivi de l'avancement de la formation
- Catalogue de l'offre de formation
- Satisfaction
- Communication et Collaboration

Rôles Préconfigurés : Différents rôles sont préconfigurés pour refléter les divers acteurs du secteur. Parmi ceux-ci, on retrouve Salarié, Formateur, Gestionnaire, DRH, etc. Ces rôles préétablis facilitent l'attribution rapide et précise des responsabilités.

Flexibilité dans la Création de Rôles : En plus des rôles prédéfinis, le système offre la possibilité de créer des rôles personnalisés en fonction des besoins spécifiques de l'organisation. Cela permet d'ajuster les niveaux d'accès en fonction des structures organisationnelles uniques.

Attribution Dynamique de Rôles : L'administrateur peut attribuer des rôles à chaque utilisateur en fonction de ses responsabilités. Cette attribution peut être effectuée lors de l'inscription ou modifiée ultérieurement en fonction de l'évolution des responsabilités de l'utilisateur.

3- Autorisations Modifiables

La plateforme offre une flexibilité totale en matière d'ajustement des autorisations pour chaque rôle. Les fonctionnalités spécifiques englobent :

Ajustement des Autorisations en Temps Réel : L'administrateur peut ajuster les autorisations associées à chaque rôle en temps réel. Cette capacité permet une réactivité immédiate aux changements organisationnels ou aux nouveaux besoins en matière de gestion des utilisateurs.

Contrôle sur les Modes d'Inscription : Les autorisations incluent le contrôle précis sur qui peut s'inscrire automatiquement et qui nécessite une approbation. Ceci offre un niveau de personnalisation significatif, permettant de moduler l'accès en fonction des exigences spécifiques liées à chaque rôle.

Définition des Permissions Spécifiques : Chaque rôle est associé à des permissions spécifiques, déterminant les actions et les fonctionnalités auxquelles les utilisateurs ayant ce rôle ont accès. L'administrateur peut ajuster ces permissions pour répondre aux besoins opérationnels spécifiques.

Gestion Fine des Responsabilités : Les rôles sont conçus pour correspondre aux responsabilités spécifiques au sein de l'organisation. Par exemple, un DRH peut avoir des autorisations spécifiques liées à la validation des inscriptions.

4- Gestion des formations

La plateforme doit permettre aux apprenants de suivre leur formation de différentes manières :

- Formation asynchrone / formation individuelle
- Formation synchrone (face to face en ligne / webinaire) / Formation en groupe
- Présentiel / Formation en groupe
- Blended Learning

La gestion des formations au sein de la plateforme vise à offrir une expérience pédagogique complète et personnalisée. Les aspects spécifiques englobent :

4.1. Cours et Ressources Interactives

La plateforme propose des cours interactifs spécifiques au secteur du tourisme, englobant les domaines de l'hébergement, de la restauration et des agences de voyages et les guides.

Des ressources variées telles que des vidéos, des documents PDF, des quiz interactifs, des sessions de formation en direct, etc., sont mises à disposition pour diversifier les modes d'apprentissage.

4.2. Parcours de Formation

a- Deux Parcours de Formation Distincts

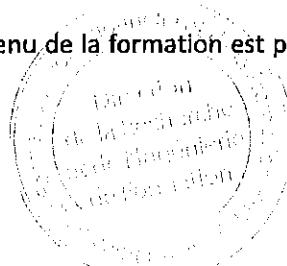
- **Parcours Libre :** Ce parcours est ouvert à tous les salariés du secteur du tourisme, permettant un accès libre aux différentes thématiques.

Les utilisateurs peuvent explorer les contenus à leur rythme, avec la possibilité d'évaluer leurs compétences en fonction de leurs choix personnels.

- **Parcours Certifié (Verrouillé) :** Ce parcours est dédié aux 8000 bénéficiaires devant obtenir une certification spécifique.

Un système d'authentification sécurisé garantit que seuls les utilisateurs autorisés ont accès aux contenus d'apprentissage de ce parcours.

La protection des données sensibles des utilisateurs et du contenu de la formation est priorisée pour assurer la confidentialité.



b- Définition des Prérequis pour le Parcours Certifié

- Les utilisateurs souhaitant suivre le parcours certifié doivent passer un test de positionnement pour évaluer leur niveau actuel.
- Les résultats du test déterminent le niveau initial de l'apprenant, lui permettant de passer directement au niveau approprié dans le parcours (débutant, intermédiaire ou avancé).

c- Évaluation Sommative et Obtention des Certifications

- À la fin du parcours certifié, les apprenants doivent passer une évaluation sommative.
- En cas de réussite, l'apprenant obtient la certification. En cas d'échec, l'apprenant peut reprendre le parcours pour renforcer ses compétences avant de valider l'évaluation.

d- Gestion Administrative des Sessions de Formation

- Les administrateurs ont la capacité de créer et de modifier les sessions de formation en fonction des besoins.
- L'attribution et l'affectation des participants et des formateurs à chaque session sont gérées de manière centralisée.

e- Suivi de l'Avancement de la Formation :

- La plateforme offre un tableau de bord détaillé permettant aux administrateurs de suivre l'avancement de la formation.
- Les indicateurs clés incluent le nombre de participants, les modules complétés, les évaluations réussies, etc.

f- Archivage des Actions de Formation :

- Toutes les actions de formation, y compris les participations, les évaluations, et les certifications, sont archivées pour constituer une base de données historique.
- Cela facilite l'analyse rétrospective des performances et des progrès au fil du temps.

g- Personnalisation et Organisation des Contenus :

- Les administrateurs peuvent personnaliser et organiser les contenus de formation en fonction des besoins spécifiques.
- L'importation de contenu existant est facile pour garantir une continuité avec les ressources déjà utilisées.

h- Délivrance des Certificats Numériques :

- Les certificats numériques sont générés automatiquement pour les participants qui réussissent avec succès les parcours certifiés.

- o Ces certificats sont disponibles en téléchargement sur le profil de l'utilisateur pour attester de sa réussite.

i- Gestion des Examens de Certification :

- **Intégration des Examens de Certification**

- o Les examens de certification sont intégrés dans le parcours certifié pour évaluer de manière approfondie les compétences des apprenants.
- o Des mesures de sécurité sont mises en place pour garantir l'intégrité du processus d'examen.

- **Mesures de Sécurité**

- o Des protocoles de sécurité robustes sont implémentés pour garantir l'intégrité du processus d'examen.
- o Les fonctionnalités offline sécurisées permettent aux utilisateurs de compléter les examens même sans accès Internet, avec une synchronisation des données une fois la connexion rétablie.

- **Développement Technique**

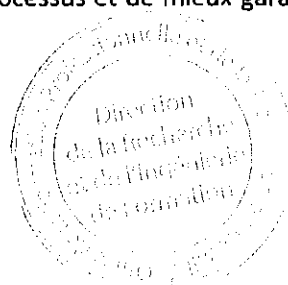
- o Développement d'une fonctionnalité de cache local sécurisé pour stocker temporairement les données de l'examen pendant une interruption de la connexion.
- o Mise en place d'un mécanisme de reprise automatique pour que les utilisateurs puissent reprendre l'examen là où ils se sont arrêtés une fois la connexion rétablie.

- **Tests et Validation**

- o Réalisation de tests approfondis pour s'assurer que la fonctionnalité offline fonctionne correctement sous différents scénarios de déconnexion.
- o Validation de la sécurité des données sauvegardées localement et de leur intégrité lors de la synchronisation.

j- Gestion des workflows :

- **Efficacité accrue :** Augmenter le taux d'automatisation pour obtenir des résultats plus rapides et de meilleure qualité.
- **Agilité améliorée :** Pour prendre en charge de nouveaux modèles économiques et les processus défaillants pour renforcer la résilience et l'agilité.
- **Conformité renforcée :** Surveiller et gérer les résultats des processus et de mieux garantir la conformité aux politiques et aux réglementations.



6.1 Indicateurs Personnalisables pour le Suivi des Utilisateurs

- **Progression Individuelle** : Un indicateur de progression individualisée pour chaque utilisateur, montrant les modules terminés, les évaluations réussies, et les heures de formation accumulées.
- **Engagement** : Des indicateurs d'engagement mesurant l'activité régulière des utilisateurs, y compris les connexions fréquentes, les interactions avec les contenus, etc.
- **Performance aux Évaluations** : Des graphiques spécifiques affichant la performance des utilisateurs aux évaluations, soulignant les forces et les faiblesses individuelles.

6.2 Indicateurs Personnalisables pour le Suivi des Formations

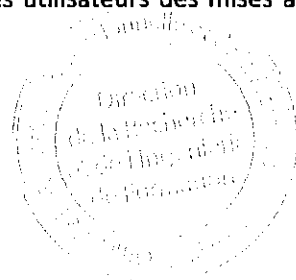
- **Taux de Réussite Globale** : Un indicateur global indiquant le pourcentage de réussite des formations sur la plateforme.
- **Popularité des Thématiques** : Des graphiques interactifs montrant les thématiques de formation les plus consultées, permettant d'ajuster l'offre de contenu en conséquence.

Proposition d'Autres Indicateurs en Collaboration avec MTAESS/CNT :

- **Diversité Géographique** : Un indicateur montrant la répartition géographique des utilisateurs pour mieux comprendre l'impact de la plateforme à travers différentes régions.
- **Analyse Démographique** : Des données démographiques détaillées telles que l'âge, le sexe, et la répartition sectorielle, permettant une compréhension approfondie du public cible.
- **Taux d'Adoption des Nouvelles Fonctionnalités** : Un indicateur mesurant la rapidité d'adoption des nouvelles fonctionnalités de la plateforme.

Interface de Collaboration pour MTAESS/CNT :

- Interface de Collaboration
 - Développement d'une interface dédiée permettant aux utilisateurs de MTAESS/CNT de proposer et de discuter des indicateurs spécifiques en temps réel.
 - Intégration de fonctionnalités de commentaires en temps réel pour faciliter la communication et l'ajustement des indicateurs en fonction des besoins changeants.
- Fonctionnalités Avancées
 - Mise en place de tableaux de bord personnalisables pour visualiser les indicateurs de performance.
 - Intégration de notifications en temps réel pour informer les utilisateurs des mises à jour et des changements apportés aux indicateurs.
- Utilisation des API REST et Web Services



- Intégration des interfaces API REST et des web services communiquées par la DOSI pour assurer une communication sécurisée et efficace entre les différentes composantes de la plateforme.
- Mise en place de mécanismes d'authentification et d'autorisation pour sécuriser les échanges de données.
- Connexion Sécurisée
 - Utilisation de protocoles sécurisés (HTTPS) pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données échangées.
 - Implémentation de mécanismes de tokenisation pour la gestion des sessions et des accès utilisateurs.

Paramètres d'Analyse Temporelle :

- Des filtres temporels flexibles permettant une analyse des données sur des périodes spécifiques, favorisant une vision historique et prédictive.
- La possibilité de générer des rapports périodiques automatiques basés sur ces filtres.

Gestion des Formations Présentielles

- La plateforme doit permettre la planification et la gestion des sessions de formation en présentiel.
- Les administrateurs peuvent créer, modifier et organiser des sessions de formation en présentiel, y compris l'inscription des participants et la gestion des présences.
- Intégration de fonctionnalités pour envoyer des notifications et rappels aux participants des sessions présentielles.
- Intégration des indicateurs pour le suivi des formations en présentiel dans le tableau de bord avancé.
- Suivi des taux de participation, des taux de complétion et des évaluations des formations présentielles.
- Affichage des données en temps réel et possibilité de générer des rapports détaillés sur les formations en présentiel.

7- Interface Graphique Intuitive :

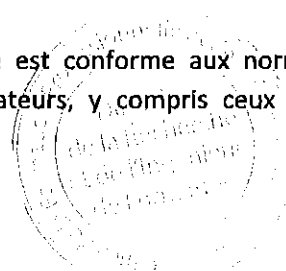
- Des graphiques interactifs et des représentations visuelles dynamiques facilitent la compréhension rapide des tendances et des performances.
- Des options de personnalisation de l'interface pour permettre aux utilisateurs de configurer leurs propres tableaux de bord.

En collaborant étroitement avec MTAESS/CNT, ce tableau de bord avancé devient un outil puissant pour surveiller, analyser et améliorer en continu les initiatives de formation dans le secteur du tourisme, en fournissant des indicateurs sur mesure pour répondre aux objectifs spécifiques et aux évolutions du programme.

8- Convivialité de la Plateforme

La convivialité de la plateforme dédiée à la formation continue dans le secteur du tourisme repose sur une série de caractéristiques méticuleusement conçues pour assurer une expérience utilisateur aussi captivante qu'intuitive.

- **Interface Intuitive** : L'interface utilisateur a été soigneusement élaborée pour offrir une expérience fluide et sans heurts. Des menus clairs et des icônes facilement identifiables ont été intégrés pour garantir une navigation intuitive, facilitant ainsi l'accès aux fonctionnalités essentielles.
- **Design Responsive** : Le design adaptatif de la plateforme assure une expérience utilisateur cohérente, quel que soit le dispositif utilisé, que ce soit un ordinateur de bureau, une tablette ou un smartphone. L'interface s'ajuste automatiquement à la taille de l'écran, garantissant une convivialité optimale sur tous les supports.
- **Guides et Tutoriels** : Des guides interactifs ont été incorporés pour accompagner les nouveaux utilisateurs dans leur découverte de la plateforme. Des tutoriels vidéo explicatifs, des guides pas à pas et une FAQ exhaustive sont disponibles pour répondre de manière rapide et claire aux interrogations courantes.
- **Personnalisation des Profils Utilisateur** : Les utilisateurs bénéficient d'une flexibilité accrue grâce à la possibilité de personnaliser leur profil. Des éléments facultatifs tels que la photo, la biographie et les centres d'intérêt peuvent être ajoutés. Les administrateurs ont également la capacité de configurer les champs de profil personnalisés pour répondre aux exigences spécifiques de l'organisation.
- **Méthodes d'Authentification Sécurisées** : La sécurité des comptes utilisateurs est une priorité, c'est pourquoi des méthodes d'authentification robustes ont été mises en place. Des options avancées, telles que la double authentification, sont disponibles pour renforcer la protection des données sensibles.
- **Paramétrage Global de la Plateforme** : Les administrateurs disposent de paramètres globaux permettant une personnalisation approfondie de l'apparence de la plateforme. Ils peuvent choisir parmi plusieurs thèmes et personnaliser les couleurs pour aligner l'interface avec l'identité visuelle de l'organisation.
- **Multilinguisme** : La plateforme offre une expérience multilingue, prenant en charge au moins trois langues (française, anglaise et arabe). La langue française est définie par défaut, mais les utilisateurs ont la possibilité de basculer aisément entre les langues selon leurs préférences.
- **Service ChatBot** : Un service de chatbot est intégré à l'interface, accessible depuis n'importe quelle partie de la plateforme. Les parties prenantes peuvent définir des questions prédéfinies, permettant aux utilisateurs d'obtenir des réponses selon une arborescence bien définie.
- **Service FAQ** : Un service de Foire aux Questions pour les utilisateurs en quête de réponses à des interrogations fréquentes. Une base de connaissances complète est mise à disposition pour résoudre rapidement les problèmes et répondre aux préoccupations courantes.
- **Accessibilité Universelle** : La conception de la plateforme est conforme aux normes d'accessibilité, garantissant une expérience inclusive pour tous les utilisateurs, y compris ceux ayant des besoins spécifiques.



V. Exigences techniques évoluées de la plateforme :

Certificats :

- Offrir la possibilité aux apprenants de recevoir des certificats d'achèvement ou de réussite à la fin des cours.
- Les certificats doivent être personnalisables avec le nom de l'apprenant, le nom du cours, les compétences acquises et toute autre information pertinente.
- Mettre en place un processus de validation pour assurer l'authenticité et l'intégrité des certificats.
- Le certificat sera cobrandé entre ministère du tourisme et l'OFPPT ;

- Le certificat en question est téléchargeable et imprimable à partir du portail de la plateforme.
- Le format et le contenu seront spécifiés au cours du développement.
- L'authenticité du certificat est gérée par un quick réponse code QR.

Qualité graphique :

- Assurer une qualité graphique élevée pour une expérience utilisateur attrayante et immersive.
- Utiliser des illustrations et des visuels de qualité supérieure, en veillant à respecter les normes de confidentialité des données.
- Augmenter la visibilité du contenu grâce à un univers graphique cohérent et renforcer l'impact pédagogique par un visuel adapté.

Dimensionnement de la plateforme

- Le prestataire est tenu à faire le dimensionnement des ressources (CPU, RAM, stockage, bande passante) nécessaire pour l'hébergement de la plateforme e-learning et ce pour assurer des performances optimales et une bonne expérience utilisateur.
- Le prestataire doit proposer dans son offre les outils de test de charge qui seront utilisés pour simuler des utilisateurs multiples et analyser la consommation de ressources.

VI. Tranche conditionnelle : Les services d'hébergement et d'infogérance

Le prestataire est tenu d'assurer l'hébergement de la plateforme ainsi que les services d'infogérance.

- Les services d'hébergement :

Il s'agit d'héberger la plateforme sur une infrastructure hautement disponible et sécurisée.

La plateforme doit être hébergée chez un hébergeur marocain et que les données doivent être localisées au Maroc.

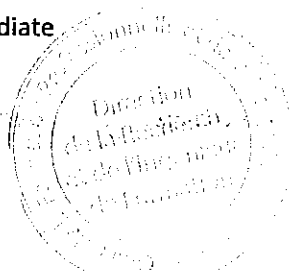
Les services d'hébergement inclus en plus de computing, storage, bande passante, la protection de l'application par un WAF, la protection DDOS, un cache si nécessaire, certificats SSL, nom de domaine, ...

- L'hébergeur doit être certifié :
 - ISO/CEI 27001 « ou équivalent »
 - PCI-DSS « ou équivalent »
 - La certification Tier III d'Uptime Institute pour son DataCenter « ou équivalent »

- La gestion et l'administration de la plateforme :
 - Maintenance préventive & curative
 - Déploiement
 - Surveillance des performances
 - Optimisation et ajustement des configurations
 - Gestion des bases de données
 - Application régulière des mises à jour (système, applicatifs...) et des correctifs de sécurité
 - Mise en place de politiques de sauvegarde régulières
 - Gestion des restaurations de données en cas de perte ou de corruption
 - Assurer la sécurité, la confidentialité, l'intégrité et la traçabilité des systèmes et des données
 - Protection des données via le chiffrement des données : Chiffrement des données en transit (SSL/TLS) et au repos (AES, RSA) pour protéger la confidentialité des informations sensibles.
- Gestion des incidents et support technique
 - Le support technique 7/7j de 8 h à 23 h via plusieurs canaux de communication, y compris téléphone, email, système de tickets et chat en direct.
 - L'assistance téléphonique des usagers
 - Résolution des incidents et des problèmes techniques
 - Assistance pour les demandes de configuration et de personnalisation
- Maintenance évolutive
 - Pour l'introduction de nouvelles fonctionnalités pour l'amélioration de la version initialement mise en place
 - À raison de 30 jours homme par an
- Reporting et métriques de performances
 - Production de rapports réguliers sur l'état des systèmes et des services
 - Analyse des performances et des tendances pour le pilotage

Obligations du prestataire :

- Le délai d'indisponibilité générale de la plateforme ne doit pas dépasser quatre heures par an hors périodes de maintenance planifiées convenues préalablement avec le Maître d'Ouvrage ;
- Le temps de réponse de la plateforme ne doit pas dépasser 700 ms ;
- La plateforme doit avoir les capacités nécessaires pour supporter 8000 utilisateurs simultanées ;
- Le traitement des incidents se fait moyennant une ouverture de ticket auprès du prestataire.
- Délai de traitement des incidents Prise en charge : immédiate



Handwritten signature

Autres obligations du prestataire :

- Fournir un numéro de téléphone dédié à l'accompagnement des apprenants ainsi qu'une adresse mail de support avec un système de gestion des tickets
- Prendre en charge les appels émanant des utilisateurs ainsi que les sollicitations par mail : demande d'information, problématiques techniques et fonctionnelles.

Traitement :

- Incident critique touchant tous les utilisateurs : 15 minutes
- Incident majeur touchant plus de 50% des utilisateurs : 1 heure
- Incident mineur touchant moins de 5% des utilisateurs : 4 heures

REVERSIBILITE

La prestation de réversibilité a pour objet d'assurer la reprise complète de la plateforme hébergée et info géré par le prestataire.

Le prestataire accompagnera l'OFPPT dans la mise en place d'une plateforme similaire à celle mise en production dans son DATACENTER afin de permettre de restaurer les données périodiquement

En cas de résiliation du marché ou de non-renouvellement, le prestataire s'engage à fournir à l'OFPPT toutes les informations nécessaires pour permettre une transition en douceur vers un nouveau prestataire ou un système interne. Cela inclut la documentation complète des systèmes et processus, ainsi que toute assistance technique nécessaire pour faciliter la transition, sans frais supplémentaires ;

Protection des données à caractère personnel :

Respecter la législation en vigueur au Maroc, notamment en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel (loi n° 09-08), ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait à la sécurité et la confidentialité des données.

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes les précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le maître d'ouvrage ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues de la part du maître d'ouvrage ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- S'assurer de la licéité des traitements réalisés dans le cadre de la mission confiée ;
- A ce que toute sous-traitance soit régie par un contrat soumis à la validation préalable du maître d'ouvrage, garantissant ainsi le respect des obligations du prestataire.
- Respecter son obligation de secret, de sécurité et de confidentialité, à l'occasion de toute opération de maintenance et de télémaintenance, réalisée au sein des locaux du prestataire ou de toute société intervenant dans le cadre du traitement ;

- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- À la fin du marché et après achèvement des processus de réversibilité, procéder à la destruction sécurisée et définitive des données, en conformité avec les exigences légales et réglementaires, et après validation préalable du maître d'ouvrage. Par données, on entend tous fichiers, qu'ils soient sous forme électronique ou manuscrite, stockés sur n'importe quel support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le maître d'ouvrage ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies dans le présent marché. Cette interdiction s'applique à toute ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :

- À coopérer avec le maître d'ouvrage dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le maître d'ouvrage ou toute personne mandatée par cette dernière et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit.

SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

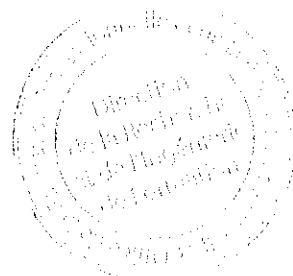
Le Prestataire s'engage à respecter la législation en vigueur au Maroc, notamment en ce qui concerne la cyber sécurité (loi n° 05.20 et son décret d'application n° 2-21-406), ainsi que tous les textes réglementaires relatifs à la sécurité des systèmes d'informations.

Le Prestataire est également tenu de respecter la politique de sécurité des systèmes d'information de l'OFPPT ainsi que les règles de conduite internes. Il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que ses employés respectent ces politiques et règles de sécurité.

Dans ce sens, le Prestataire est tenu de respecter, entre autres, les règles suivantes :

- **Règles de conduites générales dans les locaux de l'OFPPT :**
 - Les intervenants mandatés par le prestataire doivent se limiter uniquement au périmètre précis de leurs interventions objet du marché (local, matériel, équipement) : Ils ne doivent en aucun cas accéder au matériel ou équipements non inclus dans leurs interventions ;
 - Les intervenants doivent porter des dispositifs d'identification visibles en permanence, indiquant clairement le nom de chaque personne et de son employeur, dans l'enceinte des locaux de l'OFPPT ;

- Ne pas introduire des clés USB, disques durs externes ou tout autre dispositif de stockage amovible non autorisé pouvant potentiellement nuire au système d'information. Toute utilisation de tels dispositifs doit être préalablement validée par le Maître d'Ouvrage ;
 - Ne pas accéder aux locaux du Datacenter et aux armoires informatiques sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage et avec l'accompagnement d'un fonctionnaire mandaté par celui-ci ;
 - Ne pas introduire des liquides et de la nourriture, de fumer, d'utiliser des produits inflammables, de jeter un déchet ou de laisser des cartons et autres emballages dans les locaux du Datacenter ;
 - Ne pas manipuler les équipements d'environnement existant dans les locaux du Data Center (Climatisation, Groupe d'eau glacé, groupé électrogène, tableaux d'alimentation électrique, vidéosurveillance, détection extinction incendie, câblage électrique et informatique, ...) sans autorisation du Maître d'Ouvrage ;
- **Règles d'intervention sur le Système d'information :**
 - Toute intervention sur un des éléments critiques des Systèmes d'Information doit faire l'objet d'une autorisation préalable d'une instance impliquant des acteurs compétents en matière de sécurité des SI qui valide les conditions de l'intervention et de la réalisation des tâches en collaboration avec l'entité concernée.
 - L'intervention ne doit, dans la mesure du possible, porter préjudice ni à l'intégrité des systèmes et des informations, ni à la continuité des services assurés par ces systèmes.
 - Le prestataire doit s'assurer que ses interventions ne portent aucun préjudice à l'état des informations hébergées par le système, tant pour les données de production que pour les données de configuration du matériel et des logiciels.
 - Le prestataire s'assure qu'un retour en arrière est possible, dans des délais raisonnables, éventuellement fixés en fonction des attentes des entités concernées.
 - Le prestataire s'engage à ne pas altérer la continuité de service du système ou à limiter toute éventuelle interruption à la durée la plus réduite possible, sur la période-la moins pénalisante pour les entités concernées.
 - La détection de toute anomalie ou incident pouvant remettre en cause la sécurité des Systèmes d'Information doit être rapportée immédiatement à l'interlocuteur concerné.
 - Enfin, toute dérogation à l'un des principes fondamentaux de sécurité de L'OFPPT ou à l'une des règles décrites dans ce marché doit être soumise à l'autorisation préalable de l'entité concernée. Cette dérogation ne soustrait en rien le prestataire à son obligation de moyens afin de limiter au maximum les risques potentiels qu'il fait encourir au système d'information dans le champ de son intervention.



ANNEXES

Annexes du règlement de consultation

Annexe 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Annexe 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

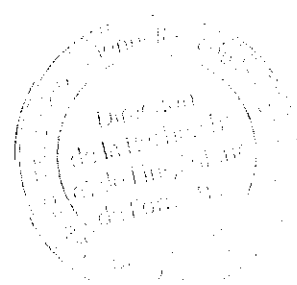
Annexes 3 : BORDEREAU DES PRIX ESTIMATIFS

Annexes du CPS

Annexe A : TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL DE L'EQUIPE AFFECTEE AU PROJET

Annexe B : MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL CLE PROPOSE

Annexe C : LISTE DES ABREVIATIONS



R

ANNEXE 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT**A- PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION :**

- Appel d'Offres ouvert international sur offres des prix, n°xx/xxx/2024.

-Objet du marché : La création d'une Plateforme E-learning au profit des professionnels du secteur de Tourisme avec les prestations d'Hébergement et d'Infogérance y afférentes Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

B- PARTIE RESERVEE AU CONCURRENT :**a) Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu : affilié à la CNSS sous le N°:

Inscrit au registre du commerce de(localité) sous le N°

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société) au capital social de:.....

Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:

affiliée à la CNSS sous le N°

Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

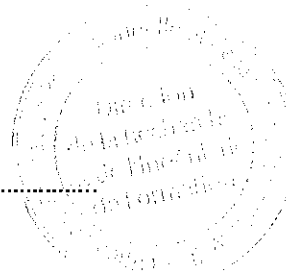
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

C- Partie réservée au concurrent membres d'un groupement :

Nous soussignés :

-Membre n° 1 :



- Membre n° 2 :

- Membre n° n :

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous engageons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D- Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres ouvert International, du marché, concernant les prestations précisées en objet de la partie ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'Appel d'Offres ouvert international ;

2) m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes),

Lesquels font ressortir :

- Montant hors TVA.....(en lettres et en chiffres)

- Taux de la T.V.A(en pourcentage)

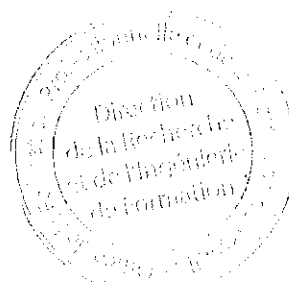
- Montant de la T.V.A.....(en lettres et en chiffres)

- Montant de la T.V.A comprise(en lettres et en chiffres)

L'Etat se libère des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (postal, bancaire ou à la TGR) ouvert au nom de(prestataire du marché) à(localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)



PM

54

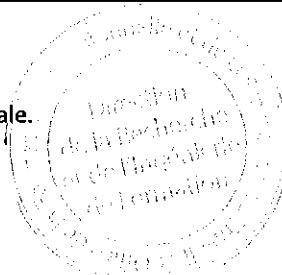
Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(5) numéro(6):

[illegible][illegible]

- (7) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
(8) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
(9) Supprimer la mention inutile.
(10) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(11) Supprimer la mention inutile.

[illegible]

- (13) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
(14) Supprimer la mention inutile.
(15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(16) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
(17) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.
(18) Supprimer la mention inutile.
(19) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(20) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.



Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (15) numéro (16) :

[illegible]

-Déclare sur l'honneur :

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. M'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. M'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - À veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
 - À m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres;(17)
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
11. Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) A supprimer le cas échéant (*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur

- 15) Supprimer la mention inutile.
- 16) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- 17) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

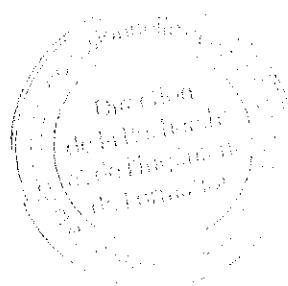
ANNEXE 3 : Bordereau des prix estimatifs

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix HT
1	Tranche ferme : Cadrage, développement et intégration	Forfait	1	
2	Tranche conditionnelle 1 : Hébergement et infogérance pour 4 000 bénéficiaires	Forfait	1	
3	Tranche conditionnelle 2 : Hébergement et infogérance pour 8 000 bénéficiaires	Forfait	1	
4	Tranche conditionnelle 3 : Hébergement et infogérance pour 300 000 bénéficiaires	Forfait	1	
Montant H.TVA				
Montant TVA 20%				
Montant TTC				

Arrêté le présent bordereau des prix à la sommeTTC (en lettres et en chiffres).

Fait àLe

Signature et cachet du prestataire

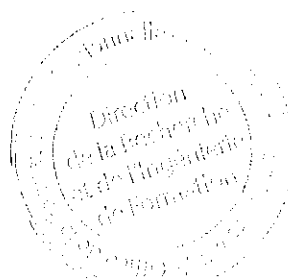


ANNEXE A : Tableau relatif au personnel de l'équipe permanente

AO N° xx /xx/2024

OBJET : La création d'une Plateforme E-learning au profit des professionnels du secteur de Tourisme avec les prestations d'Hébergement et d'Infogérance y afférentes

Qualité	Noms et prénoms	Qualification (Bac+5, Bac+3...)	Intitulé du diplôme	Expériences (année)	Nombre de projets similaires
Chef de projet SI					
Un Expert / Consultant web					
Un Architecte technique					
Deux Développeurs web et mobile confirmés / Intégrateurs					
Un Technicien en Infographie					
Un expert en UX / UI					
Un expert en sécurité informatique					



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Fm'.

ANNEXE B : Modèle de Curriculum vitae (cv) du personnel clé proposé**AO N° xx/xx/2024****OBJET : La création d'une plateforme E-Learning au profit des professionnels du secteur de Tourisme**

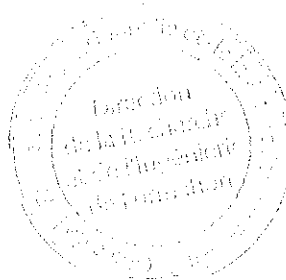
Poste Actuel	
Poste Proposé pour le présent marché	
Nom et prénom	
Numéro de téléphone	
Email	
Date de naissance	
Nationalité	
Nombre d'année d'expérience	
Qualification (Bac+ 5/+3/+2)	

Formation :

Ecole / Université	Diplôme(s) obtenu(s)	Année d'obtention

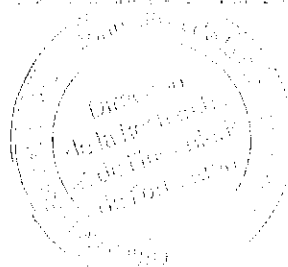
Expériences professionnelles :

Période Du mois/année au mois/année	Nom de l'employeur, titre professionnel	Pays	Résumé des activités réalisées (3 au maximum)



Compétences / qualifications spécifique au profil :

Mois année	Nbm de l'employeur, titre professionnel	Pays	Expériences/Projets (Client.....)	Résumé des activités réalisées (3 au maximum)
Pour le Chef d'équipe				
Expérience en qualité de chef d'équipe et/ou Coordinateur et/ou Chef de projets				
			Projet 1	
			Projet 2	
			Projet	
Expérience dans des projets similaires				
			Projet 1	
			Projet 2	
			Projet	
Pour chaque Membre				
Expérience dans des projets similaires				
			Expérience 1	
			Expérience 2	
			Expérience	



Signature

Langues (d'une échelle de 1 à 5) :

Langue	Lecture	Parlé	Ecrit

Certifications obtenues :

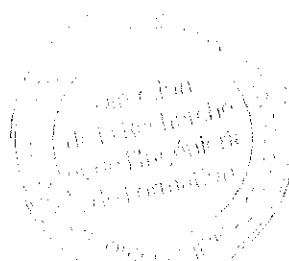
Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Nom et Prénom :..... Signature

Signature du Soumissionnaire :

Date :



ANNEXE C : Liste des abréviations

OFPPT	: Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail
DRIF	: Direction de la Recherche et Ingénierie de Formation
DFCE	: Direction de Formation en Cours d'Emploi
DOSI	: Direction d'Organisation et Système d'Information.
SI	: Système d'Information.
TDR	: Termes de Référence.
SLA	: Service Level Agreement.
PAQ	: Plan Assurance Qualité.
PV	: Procès-Verbal.
CNDP	: Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à Caractère Personnel
QR	: Quick reponse code.
UX / UI	: User Experience / User Interface

